

## JO d'hiver une ébriété écologique à mesurer !

mercredi 20 décembre 2023

### **Les JO d'hiver à contre sens du changement climatique**

La fédération régionale de France Nature Environnement s'étonne de la décision de promouvoir l'accueil des JO d'hiver 2030 au sein de notre région dans un contexte de changement climatique fort.

L'augmentation des températures moyennes, la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur et des sécheresses, la diminution de l'enneigement naturel, l'accélération de la fonte des glaciers ou encore l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des pluies extrêmes comme dernièrement la tempête Aline en Vésubie, exercent de très fortes pressions sur l'ensemble des écosystèmes de montagne. Plus largement, ces phénomènes impactent la disponibilité de ressources vitales comme l'eau, la possibilité d'assurer une production agricole ou encore l'intégrité des infrastructures, mettant en cause l'habitabilité future de ces territoires.

### **Aujourd'hui chacun peut déjà mesurer les premiers effets spectaculaires du changement climatique en montagne.**

Le Conseil Régional a adopté le 26 octobre, en urgence et sans débat, une délibération lui permettant d'engager des moyens pour s'impliquer dans cette candidature.

Dans le même temps il vient de signer avec l'État, la 1ère COP inscrite dans le plan national de transition écologique dont l'objectif est de diviser par 2 les émissions de CO2 entre 1990 et 2030, alors même qu'en 30 ans c'est seulement à peine la moitié du chemin qui a été faite.

### **Priorité, coût et pérennité posent question !**

La candidature française s'appuie en partie sur les infrastructures existantes issues des JO d'Albertville et de Savoie, il faudra toutefois construire deux patinoires de 12 000 et 6000 places à Nice.

Quel sera le bilan écologique de ces JO ? Quel en sera le bilan économique et social? Ceux des derniers jeux olympiques permettent de penser que les prochains pèseront inévitablement sur les finances des collectivités locales.

Certes, la majeure partie des événements et des équipements se feront en Auvergne-Rhône-Alpes. Mais, tout particulièrement dans les Alpes du Sud, nous savons que l'économie de l'or blanc appartient au passé.

Pour s'engager sur une autre trajectoire, les besoins sont importants : rénovation thermique des logements notamment dans les stations de sports d'hiver, relance des

économies locales, amélioration de l'accessibilité, gestion et valorisation des ressources naturelles... Flécher les financements publics sur les quelques sites qui accueilleront les JO se fera au détriment d'actions plus générales.

Les organisateurs des JO promettent des jeux écologiques, notamment dans le domaine des transports. Est-il sérieux de croire que dans le temps imparti (six ans) les infrastructures ferroviaires promises pour les déplacements seront réalisées à l'échéance alors que la dégradation de l'offre ferroviaire dans notre région est à un niveau devenu pathétique pour les utilisateurs. En particulier, la ligne des Alpes Marseille-Briançon subit l'insuffisance des investissements nécessaires à son bon fonctionnement et une absence d'ambition pour en faire un axe stratégique de la vie régionale.

### **Une éco-conditionnalité nécessaire et vitale**

**Si l'attribution de ces JO est confirmée, il est impératif qu'ils soient conditionnés pour réinventer une nouvelle façon de vivre la montagne.**

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur rappelle ses vues en matière de politique « montagne ». Les vallées alpines sont riches en biodiversité et en espaces sauvages. Les conséquences du changement climatique y sont d'autant plus visibles et mesurables. C'est le cas de la diminution de l'enneigement au fil des années, de l'augmentation des températures et de la fréquence des inondations. Le financement des investissements utiles à la transition écologique et énergétique doit s'appuyer sur les expériences passées pour en tirer les leçons ainsi que les alternatives écologiquement soutenables et localement viables.

Ainsi, pour FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, la montagne doit devenir plus résiliente environnementalement et économiquement. Territoire d'exception, elle doit bénéficier d'une protection spécifique liée à sa fragilité intrinsèque. Le maintien des fonctionnalités écologiques de la montagne est un des remparts au dérèglement climatique que nous connaissons déjà, il est d'un impératif absolu de le préserver et d'orienter tous nos moyens pour y parvenir. Dans cette vision, l'organisation de JO d'hiver n'est pas cohérente avec des objectifs de préservation des milieux naturels dans notre région ni avec ceux de la transition écologique.

C'est pourquoi FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur considère que les nécessaires conditions environnementales rigoureuses qui devraient encadrer leur préparation et leur déroulement ne seront pas réunies.

Dès lors, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur ne soutient pas l'organisation des JO d'hiver dans notre région en 2030.

Si événement il y a, il doit être au service de l'intérêt général et la protection de la montagne en est un des éléments.

Quelles que soient les décisions prises, il est nécessaire d'engager une réflexion pour une véritable politique d'aménagement des territoires alpins prenant en compte l'intérêt général, les nécessaires évolutions imposées par le dérèglement climatique, la protection de l'environnement et des habitats, le bien-vivre des habitants.

Un tel projet d'aménagement du territoire doit s'accompagner, dès le début des réflexions d'une véritable concertation associant l'ensemble des habitants.